

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant le jeudi de chaque semaine

ABONNEMENTS	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la CAPTEAO : voie ordinaire . . .	12.000	22.000	Adresser les demandes d'abonnement au Chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan, BCEAO : A0005 0002.	La ligne décomptée en corps 8 de 62 lettres ou signes, interlignes et blancs compris 1.750 francs Pour chaque annonce répétée, la ligne.. 1.000 francs Il n'est jamais compté moins de 10 lignes ou perçu moins de 17.500 francs pour les annonces.
voie aérienne	18.000	29.000		
Etranger : France et pays extérieurs communs : voie ordinaire	15.000	25.000	Les abonnés désireux de recevoir un reçu, sont priés d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu en plus du prix du numéro les frais de timbre et de légalisation en vigueur.
voie aérienne	20.000	40.000		
Autres pays : voie ordinaire	15.000	25.000	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant la date de parution du « J.O. ».	
voie aérienne	21.000	42.000		
Prix du numéro de l'année courante	800			
au-delà du cinquième exemplaire	500			
Prix du numéro d'une année antérieure	1.000			
Prix du numéro légalisé	1.200			
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

2008 DU GOUVERNEMENT

MINISTERE DE L'INTERIEUR

2007

7 février . . . Arrêté n° 203 MS. CAB. portant création,
organisation, composition, attributions et
fonctionnement de la Commission de Moralité
de la Police nationale.

69

MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME
ET DES AFFAIRES SOCIALES

10 août Décret n° 2007-569 portant organisation du
ministère de la Famille, de la Femme et des
Affaires sociales.

71

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

13 juin Décret n° 2007-509 portant organisation du
ministère de la Communication.

75

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces

78

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE n° 203 MS. CAB. du 7 février 2007 portant
organisation, composition, attributions et fonctionnement
de la Commission de Moralité de la Police nationale.

LE MINISTRE DE LA SECURITE,

Vu la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels
de la Police nationale ;

Vu le décret n° 2001-782 du 14 décembre 2001 fixant les modalités
d'application de la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des
personnels de la Police nationale, relatives au recrutement et à la
formation des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 2006-11 du 22 février 2006 portant organisation du
ministère de l'Intérieur ;

Vu le décret n° 2006-307 du 16 septembre 2006 portant nomination
des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-310 du 11 octobre 2006 portant attributions des
membres du Gouvernement,

ARRETE :

CHAPITRE PREMIER

Création et attributions

Article premier. — Il est créé une Commission de Moralité
de la Police nationale chargée d'apprécier la moralité et
l'intégrité des élèves fonctionnaires de Police issus des concours
directs de recrutement des personnels de la Police nationale
et de proposer, au ministre de la Sécurité, les mesures utiles.

L'appréciation de la moralité tient compte des résultats de l'enquête de moralité effectuée par la Commission de Moralité et des rapports ayant sanctionné la formation militaire, la formation policière et le stage de titularisation.

Art. 2. — Le directeur de la Formation et de l'Ecole nationale de Police est tenu de faire parvenir, au président de la Commission, les rapports ayant sanctionné les formations militaires et policières.

Les chefs des services dans lesquels s'est déroulé le stage de titularisation sont tenus de faire parvenir, au président de la Commission, copie du rapport ayant sanctionné le stage de titularisation.

CHAPITRE 2

Composition et organisation

Art. 3. — La Commission de Moralité est composée d'une Commission centrale et de Commissions locales.

Art. 4. — La Commission centrale est composée de cinq personnes choisies par le ministre en charge de la Sécurité, parmi les fonctionnaires de Police ayant au moins cinq ans de service effectif et n'ayant jamais fait l'objet de sanctions disciplinaires.

La Commission centrale comprend un président, un rapporteur et trois membres.

Art. 5. — Il est mis à la disposition du président de la Commission, par arrêté du ministre en charge de la Sécurité, un personnel composé de deux officiers de Police, d'une secrétaire et d'un conducteur.

Art. 6. — Les Commissions locales sont logées dans chaque préfecture de Police et comprennent :

- Le préfet de Police, *président* ;
- Les chefs de Districts ;
- Les chefs de Service des Commissariats de Police.

Les Commissions locales ne peuvent qu'effectuer les enquêtes de moralité. Dès la fin de l'enquête, le président de la Commission locale transmet, sous le sceau de la confidentialité et sans délai, le rapport d'enquête au président de la Commission centrale.

Art. 7. — La durée du mandat des membres de la Commission centrale est de trois ans non renouvelable.

La durée du mandat des membres de la Commission locale est illimitée.

CHAPITRE 3

Fonctionnement

Art. 8. — Dès publication des résultats définitifs des concours directs d'entrée à l'Ecole nationale de Police, le sous-directeur des Examens et Concours adresse, au président de la Commission, la liste des candidats déclarés définitivement admis ainsi que la copie de leurs dossiers de candidature.

Art. 9. — Dès réception de la liste des candidats, le président de la Commission est chargé de faire procéder aux enquêtes de moralité.

Pour les candidats nés dans le District d'Abidjan, l'enquête de moralité est effectuée par la Commission centrale. A cet effet, la préfecture de Police d'Abidjan et la Direction des Renseignements généraux sont tenues d'apporter leurs concours à la réalisation des enquêtes de moralité.

Pour ceux nés à l'intérieur du pays, l'enquête de moralité est effectuée par la Commission locale sur saisine du président de la Commission centrale.

Art. 10. — Le président de la Commission est tenu d'indiquer, par note de service, les points sur lesquels doit porter l'enquête de moralité.

Art. 11. — La période d'enquête de moralité court à compter de la date de dépôt du dossier de candidature jusqu'à la date de titularisation dans l'un des Corps de la Police nationale.

Art. 12. — Pour l'appréciation de la moralité des fonctionnaires de Police, la Commission centrale se réunit quatre fois, selon le calendrier ci-dessous :

- A la fin de la formation militaire ;
- A la fin de la formation policière théorique ;
- A la fin de la formation policière pratique ;
- A la fin du stage de titularisation.

De façon exceptionnelle, la Commission se réunira, au titre de l'année 2007, selon le calendrier suivant :

- Fin avril ;
- Fin juin ;
- Fin septembre ;
- Fin novembre.

Art. 13. — La Commission centrale ne peut délibérer que si les 2/3 de ses membres sont présents.

Les convocations doivent parvenir, à chaque membre, au moins cinq jours avant chaque réunion.

Les sessions de la Commission ne sont pas ouvertes au public.

La Commission peut, si elle l'estime nécessaire, solliciter l'avis de toute personne dont la compétence est reconnue en matière d'appréciation de l'intégrité et de la moralité.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Le procès-verbal de session est transmis, sans délai, par le président au ministre de la Sécurité.

CHAPITRE 4

Dispositions finales

Art. 14. — Lors des sessions, les membres de la Commission centrale ont droit à des primes fixées ainsi qu'il suit :

- Président : 5.000 francs / jour ;
- Membres : 2.500 francs / jour.

Les primes sont supportées par le budget de la Commission.

Art. 15. — Les crédits nécessaires au fonctionnement Commission de Moralité sont inscrits à son budget.

Le budget est constitué par 2 % de la part réservée à la Police nationale dans les droits d'inscription supportés par les candidats aux concours directs de recrutement des personnels de la Police nationale et de toute autre source de financement affectée à la Commission.

Le budget est géré par le président de la Commission.

Art. 16. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

DJA Blé Joseph..

MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES

DECRET n° 2007-569 du 10 août 2007 portant organisation du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord politique de Ouagadougou en date du 4 mars 2007 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Pour l'exercice de ses attributions, le ministre de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales dispose, outre le Cabinet, de services rattachés, de directions centrales et de services extérieurs qu'il est chargé d'organiser par arrêtés.

CHAPITRE PREMIER

Le Cabinet

Art. 2. — Le Cabinet comprend :

- Un directeur de Cabinet ;
- Un directeur de Cabinet adjoint ;
- Un chef de Cabinet ;
- Six conseillers techniques ;
- Cinq chargés d'Etudes ;
- Un chargé de Mission ;
- Un attaché de Cabinet ;
- Un chef de Secrétariat particulier.

CHAPITRE 2

Les services rattachés

Art. 3. — Sont rattachés au Cabinet, les Services suivants :

- L'Inspection générale de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;
- Le service des Affaires juridiques ;
- Le service de la Communication et des Relations publiques ;
- La Cellule de Lutte contre le SIDA ;
- La Cellule d'Exécution du Programme de Valorisation des Ressources humaines (PVRH 2) ;
- La Cellule de Coordination du Programme Eau, Femmes, Développement durable et Paix ;
- La Cellule d'Exécution du Programme national de Prise en charge des Orphelins et autres Enfants rendus vulnérables du fait du VIH/SIDA ;
- La Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents vulnérables ;

— La Cellule de Coordination du Comité national de Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants.

Les Organes consultatifs suivants :

— La Commission nationale de la Famille et de l'Action sociale ;

— La Commission nationale de la Sécurité sociale ;

— Le Conseil national de la Femme ;

— Le Comité interministériel de Coordination en matière d'Adaptation et de Réadaptation ;

— Le Comité de Pilotage de l'Assurance Maladie universelle ;

— Le Comité national de Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants ;

— Le Comité national de Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants.

Art. 4. — L'Inspection générale de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales est chargée de :

— Procéder à tout contrôle administratif, financier et technique des établissements et services relevant du ministère de la Famille et des Affaires sociales ;

— Contrôler l'application de la législation, de la réglementation technique et des directives ministérielles ;

— Evaluer, redynamiser et apporter un appui technique aux services du ministère.

L'Inspection générale du ministère est dirigée par un inspecteur général, nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a sous son autorité cinq inspecteurs spécialisés, nommés par arrêté du ministre de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

Art. 5. — Le service des Affaires juridiques est chargé de :

— Etudier et rédiger les projets de textes législatifs et réglementaires ;

— Etudier et rédiger les projets de Convention ;

— Gérer les contentieux du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

Le Service juridique est dirigé par un chef de Service qui a rang de conseiller technique de Cabinet ministériel ; il est assisté d'un chargé d'Etudes ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale.

Art. 6. — Le service de la Communication et des Relations publiques est chargé de :

— Assurer et faire assurer la couverture médiatique des manifestations et des activités du ministère ;

— Diffuser ou faire diffuser par voie de presse nationale et internationale les actions et réalisations du ministère ;

— Suivre les relations avec les médias ;

— Collecter les informations pour renforcer les actions du ministère ;

— Organiser et coordonner la communication interne et externe du ministère ;

— Soigner l'image de marque du ministère.

Le Service de la Communication et des Relations publiques est dirigé par un chef de Service qui a rang de conseiller technique de Cabinet ministériel ; il est assisté d'un chargé d'Etudes ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale.

Art. 7. — La Cellule de Lutte contre le SIDA est chargée de :

— Elaborer le plan sectoriel du ministère en matière de Lutte contre le SIDA ;

— Suivre et évaluer les actions menées par le ministère en matière de Lutte contre le SIDA ;

— Servir de relais entre le ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales et les autres Institutions de Lutte contre le SIDA ;

La Cellule de Lutte contre le SIDA est dirigée par un chef de Cellule, point focal du ministère, nommé par arrêté du ministre et ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale.

Art. 8. — La Cellule d'Exécution du Programme de Valorisation des Ressources humaines est chargée de :

— Mettre en œuvre, en liaison avec le Secrétariat technique dudit programme, la composante Famille, Femme et Enfant.

Elle est animée par un coordonnateur nommé par arrêté du ministre et pris en charge par le Programme.

Art. 9. — La Cellule de Coordination du Programme Eau, Femmes, Développement durable et Paix est chargée de :

— Responsabiliser les femmes dans la gestion des ouvrages d'hydraulique villageoise, en vue d'une pérennisation des points d'eau en milieu rural ;

— Proposer des mesures en activités visant à améliorer le statut de la femme dans la gestion de l'eau ;

— Sensibiliser les populations, particulièrement les femmes, à une meilleure utilisation de l'eau en intégrant les concepts de développement durable et de paix.

Elle est animée par un coordonnateur nommé par arrêté du ministre et pris en charge par le programme.

Art. 10. — La Cellule d'Exécution du Programme national de Prise en Charge des Orphelins et autres Enfants Rendus vulnérables du fait du VIH/SIDA est chargée de :

— Mettre en œuvre le programme en relation avec les ministères et institutions concernés ;

— Impulser la réflexion multisectorielle sur la problématique des OEV et proposer des stratégies en vue d'une meilleure intégration sociale de cette frange de la population ;

— Proposer des réponses adaptées aux problèmes rencontrés par les OEV ;

— Emettre des avis sur les aspects éthiques et techniques des programmes et projets en faveur des OEV ;

— Proposer des thématiques de recherches sur les OEV.

Elle est animée par un coordonnateur nommé par arrêté du ministre et ayant rang de conseiller technique de Cabinet ministériel.

Art. 11. — La Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents vulnérables est chargée de :

— Mettre en œuvre le programme en liaison avec les Institutions et Structures impliquées.

Elle est animée par un coordonnateur nommé par arrêté du ministre et qui a rang de conseiller technique de Cabinet ministériel ; il est assisté de deux chefs de Projets, ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale.

Art. 12. — La Cellule de Coordination du Comité national de Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants est chargée de :

— Coordonner la formulation et la mise en œuvre des actions d'assistance-conseil, de prévention et de prise en charge intégrée des violences faites aux enfants et des violences basées sur le genre.

Elle est animée par un responsable de cellule nommé par arrêté du ministre et qui a rang de conseiller technique de Cabinet ministériel ; il est assisté d'un responsable adjoint ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale.

Art. 13. — La Commission nationale de la Famille et de l'Action sociale est chargée de :

— Assister le Gouvernement dans la définition de la politique en matière de famille et d'action sociale ;

— Donner des avis ou formuler des recommandations sur toutes questions relatives à la famille et à l'action sociale.

Le Secrétariat technique permanent de la Commission est assuré par le directeur de la Promotion de la Famille, de la Femme et des Activités socio-économiques du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales, en liaison avec le directeur de la Protection sociale.

Art. 14. — La Commission nationale de la Sécurité sociale est chargée de :

— Emettre des avis, recommandations et propositions, sur toutes les questions touchant à la politique du Gouvernement en matière de sécurité sociale (amélioration du système existant, création de nouvelles branches de couverture, extension de la population couverte, amélioration des prestations, etc.).

Le Secrétariat technique permanent de la Commission est assuré par le directeur de la Sécurité sociale et de la Mutualité du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

Art. 15. — Le Conseil national de la Femme est chargé de :

— Donner les grandes orientations et assister le Gouvernement dans la définition de la politique en matière de réduction des disparités de genre ;

— Donner les directives pour la formulation et la coordination de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de genre.

Le Secrétariat technique permanent du Conseil est assuré par le directeur de l'Egalité et de la Promotion du Genre du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

Art. 16. — Le Comité interministériel de Coordination en matière d'Adaptation et de Réadaptation est chargé de :

— Promouvoir la collaboration multisectorielle dans la perspective de l'intégration des actions en matière de prise en compte des besoins des personnes handicapées.

Le Secrétariat technique permanent du Conseil est assuré par le directeur de la Promotion des Personnes handicapées du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

Art. 17. — Le Comité de Pilotage de l'Assurance Maladie Universelle est chargé de :

— Orienter et valider tous travaux et actions devant conduire à la mise en place de l'AMU ;

— Valider le plan d'Action du Secrétariat technique permanent du projet ;

— Fixer le programme de travail des composantes techniques ;

— Harmoniser les propositions des composantes techniques et donner les instructions nécessaires à la bonne conduite de leurs travaux ;

— Assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des opérations de mise en œuvre de l'AMU.

Son Secrétariat technique permanent est assuré par le directeur de la Sécurité sociale et de la Mutualité.

Art. 18. — Le Comité national de Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants est chargé de :

— Définir les politiques nationales, programmes et actions à conduire en matière de lutte contre le trafic, l'exploitation et les pires formes de travail des enfants ;

— Assurer la coordination de toutes les actions de lutte contre le trafic et l'exploitation des enfants ;

— Donner des avis ou faire des recommandations sur toutes autres questions relatives au trafic et à l'exploitation des enfants ;

— Assurer le suivi de l'application des Accords de coopération signés entre la Côte d'Ivoire et les autres pays, en matière de trafic d'enfants.

Son Secrétariat technique permanent est assuré par le directeur de la Protection sociale du ministère.

Art. 19. — Le Comité national de Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants est chargé de :

— Proposer une politique de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, en relation avec les ministères et institutions concernés ;

— Promouvoir l'application des textes de loi protégeant les femmes et les enfants ;

— Evaluer l'impact des programmes exécutés.

Son Secrétariat technique permanent est assuré par le responsable de la Cellule de Coordination des activités du Comité.

CHAPITRE 3

Les directions centrales

Art. 20. — Le ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales comprend huit directions centrales.

— La direction de la Promotion de la Famille, de la Femme et des Activités socio-économiques (DPFFASE) ;

— La direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre (DEPG) ;

— La direction des Institutions de Formation et d'Education féminine (DIFEF) ;

— La direction de la Protection sociale (DPS) ;

— La direction de la Promotion des Personnes handicapées (DPPH) ;

— La direction de la Sécurité sociale et de la Mutualité (DSSM) ;

— La direction de la Planification, des Etudes et de la Documentation (DPED) ;

— La direction des Affaires administratives et financières (DAAF).

Les Directions centrales sont dirigées par des directeurs nommés par décret pris en Conseil des ministres et assistés par des sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

Art. 21. — La direction de la Promotion de la Famille, de la Femme et des Activités socio-économiques est chargée de :

— Promouvoir le sens moral, la protection et l'épanouissement des citoyens dans le cadre de la famille ;

— Concevoir et mettre en œuvre des actions pour le bien-être familial ;

— Promouvoir les initiatives des familles et des femmes tendant à créer des activités génératrices de revenus tant en milieu rural qu'en milieu urbain ;

— Coordonner et harmoniser les opérations socio-économiques mises en œuvre par le ministère avec les programmes nationaux de développement ;

— Susciter la création, le renforcement et l'encadrement des groupements féminins en liaison avec les ministères concernés ;

— Développer l'accessibilité des groupes vulnérables au micro-crédit et la mise en place des institutions de micro-finance.

Elle comprend trois sous-directions :

— La sous-direction de l'Action familiale ;

— La sous-direction de la Promotion de l'Entreprenariat féminin ;

— La sous-direction de l'Encadrement et de l'Assistance aux Organisations féminines.

Art. 22. — La direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre est chargée de :

— Veiller au respect de l'équité et de l'égalité entre les hommes et les femmes ;

— Concevoir et mettre en œuvre les programmes de formation et de sensibilisation des décideurs, des planificateurs et de la société civile en Genre et Développement ;

— Elaborer le document de politique nationale Genre ;

— Coordonner les activités des points focaux et des autres structures actives dans le secteur du Genre et développement au plan national ;

— Suivre et évaluer la mise en œuvre des engagements pris par la Côte d'Ivoire au plan international, en matière d'équité et d'égalité entre les sexes et élaborer le rapport national quinquennal avec l'ensemble des structures concernées.

Elle comprend trois sous-directions :

— La sous-direction de la Formation et de la Sensibilisation ;

— La sous-direction de la Coordination et du Suivi des activités des points focaux Genre ;

— La sous-direction de la Coopération internationale.

Art. 23. — La direction des Institutions de Formation et d'Education féminine est chargée de :

— Concevoir en collaboration avec les ministères techniques concernés, les municipalités, les organisations et associations féminines, des programmes de sensibilisation, d'éducation et de formation en fonction des besoins exprimés par les femmes ;

— Concevoir, élaborer et publier des outils pédagogiques pour la formation et la sensibilisation des femmes ;

— Etudier et programmer, en relation avec la direction des Affaires administratives et financières, la création, la réhabilitation et l'équipement des Institutions de Formation et d'Education féminine sur toute l'étendue du territoire ;

— Animer et exercer le contrôle administratif et pédagogique des Institutions de Formation et d'Education féminine et évaluer les actions de formation ;

— Assurer au sein des Institutions de Formation et d'Education féminine, l'animation de modules de formation et de formation continue sur les préoccupations du milieu rural, ainsi que des campagnes de sensibilisation sur divers thèmes d'intérêt général et d'utilité pratique pour l'amélioration des conditions de vie des familles, femmes et enfants ;

— Concevoir et promouvoir des stratégies efficaces pour la scolarisation de la petite fille, en partenariat avec le ministère chargé de l'Education.

Elle comprend trois sous-directions et un Centre spécialisé dont le responsable a rang de sous-directeur d'Administration centrale :

— La sous-direction de la Pédagogie, de l'Evaluation et de l'Animation socio-éducative ;

— La sous-direction de la Promotion et de la Coordination des Institutions de Formation et d'Education féminine ;

— La sous-direction de l'Alphabétisation, du Renforcement des Capacités et de l'Insertion professionnelle ;

— Le Centre de Formation polyvalent de Kaniasso /Odienné.

Art. 24. — La direction de la Protection sociale est chargée de :

— Coordonner et superviser l'ensemble des interventions liées à la Protection sociale des personnes vulnérables ;

— Contribuer à l'élaboration et à l'application des lois et règlements relatifs à la Famille, à la Femme, à l'Enfant et aux autres Personnes vulnérables ;

— Informer et sensibiliser la communauté sur les droits de la femme ;

— Elaborer les projets de textes législatifs et réglementaires relatifs aux Familles, aux Femmes, aux Enfants et aux autres Personnes vulnérables ;

— Coordonner les activités de protection de l'Enfant, de la Femme et des autres Personnes vulnérables.

Elle comprend trois sous-directions :

— La sous-direction de la Protection de la Petite Enfance et des Institutions sociales spécialisées ;

— La sous-direction de l'Action communautaire et des Personnes âgées ;

— La sous-direction des Lois et Règlements.

Art. 25. — La Direction de la Promotion des Personnes handicapées est chargée de :

— Initier et coordonner les actions en faveur des personnes handicapées ;

— Elaborer les projets de textes législatifs relatifs aux personnes handicapées ;

— Coordonner les activités de protection des personnes handicapées ;

— Promouvoir la réadaptation, l'égalité des chances et l'intégralité sociale des personnes handicapées ;

— Vulgariser les stratégies de prévention des handicaps, animer, coordonner et contrôler les activités des institutions spécialisées pour les personnes handicapées.

Elle comprend trois sous-directions :

— La sous-direction de la Promotion et de la Prise en charge des Personnes handicapées ;

— La sous-direction de la Formation et de l'Insertion des Personnes handicapées ;

— La sous-direction des Lois et Règlements.

Art. 26. — La direction de la Sécurité sociale et de la Mutualité est chargée de :

— Elaborer et mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de sécurité sociale et de mutualité ;

— Elaborer et mettre en œuvre la réglementation en matière de sécurité sociale et de mutualité ;

— Coordonner et évaluer le système national de la sécurité sociale, incluant la mutualité.

Elle comprend trois sous-directions :

— La sous-direction des Etudes et du Développement de la Sécurité sociale ;

— La sous-direction de la Réglementation ;

— La sous-direction de la Mutualité.

Art. 27. — La direction de la Planification, des Etudes et de la Documentation est chargée de :

— Concevoir, réaliser ou faire réaliser toute étude d'intérêt général ou toute activité ciblée de planification, dans les domaines relatifs à la famille, à la femme et aux affaires sociales ;

— Coordonner l'élaboration d'un plan général et d'une programmation pluriannuelle des activités et projets du ministère ;

— Concevoir des indicateurs de suivi-évaluation des activités du ministère et analyser le niveau d'adéquation entre les objectifs prévisionnels et les résultats atteints ;

— Appuyer la conception et réaliser le suivi-évaluation des activités et projets au niveau de l'ensemble des structures du ministère en vue d'en assurer la mise en cohérence, le financement, l'efficacité et l'efficience ;

— Gérer le fonds documentaire du ministère et constituer une banque de données accessible en matière d'information, dans les domaines relatifs à la famille, à la femme et aux affaires sociales ;

— Promouvoir et assurer l'élaboration et la diffusion des documents d'information ou conseil relatifs à la famille, à la femme et aux affaires sociales ;

— Concevoir et mettre en œuvre l'informatisation du ministère.

Elle comprend trois sous-directions :

— La sous-direction de la Planification, de l'Informatique et des Statistiques ;

— La sous-direction des Etudes et de la Documentation ;

— La sous-direction du Suivi Evaluation et des Appuis aux Projets.

Art. 28. — La direction des Affaires administratives et financières est chargée de :

— Préparer et exécuter le budget du ministère ;

— Suivre les projets d'investissement ;

— Gérer le personnel du ministère et suivre les carrières des travailleurs sociaux ;

— Programmer, contrôler les effectifs et renforcer les capacités du ministère ;

— Gérer le matériel et l'équipement du ministère ;

— Suivre le financement des projets.

Elle comprend trois sous-directions :

— La sous-direction du Personnel et de la Formation continue ;

— La sous-direction du Budget et de la Comptabilité ;

— La sous-direction du Patrimoine.

CHAPITRE 4

Les services extérieurs

Art. 29. — Les services extérieurs du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales sont constitués par des directions régionales dites directions régionales de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales, chargées d'exercer dans leur ressort territorial, les attributions du ministère.

Situées dans tous les chef-lieux de Région administrative et placées sous l'autorité de directeurs régionaux, elles regroupent dans leur zone de compétence, les services sociaux, notamment les Centres sociaux, les Centres de Protection de la Petite Enfance, les Complexes socio-éducatifs, les Centres d'Education spécialisés, les Centres d'Action communautaire pour l'Enfance, les Pouponnières, les Orphelinats, les Crèches, les Garderies d'Enfants et les Institutions de Formation et d'Education féminine.

CHAPITRE 5

Les établissements et organismes sous tutelle

Art. 30. — Le ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales exerce le contrôle et la tutelle administrative et technique sur les établissements et organismes dont la mission entre dans le cadre de ses attributions, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

CHAPITRE 6

Les dispositions finales

Art. 31. — Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2006-41 du 15 mars 2006 portant organisation du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

Art. 32. — Le ministre de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 10 août 2007.

Laurent GBAGBO.

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

DECRET n° 2007-509 du 13 juin 2007 portant organisation du ministère de la Communication.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de la Communication ;

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord politique de Ouagadougou en date du 4 mars 2007 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Pour l'exercice de ses attributions, le ministre de la Communication dispose, outre le Cabinet, de services rattachés, de directions centrales qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

CHAPITRE PREMIER

Le Cabinet

Le Cabinet comprend dix-sept membres :

— Un directeur de Cabinet ;

— Un directeur de Cabinet adjoint ;

— Un chef de Cabinet ;

— Six Conseillers techniques ;

— Cinq Chargés d'études ;

— Un Chargé de mission ;

— Un attaché de Cabinet ;

— Un chef de Secrétariat particulier.

CHAPITRE 2

Les services rattachés au Cabinet

Art. 3. — Les services rattachés sont au nombre de neuf :

— L'Inspection générale (IG) ;

— Le Service de la Communication publicitaire (SCP) ;

— Le Service de la Communication publique et institutionnelle (SCPI) ;

— L'Observatoire d'Analyse de l'Opinion ;

— La Cellule de Pilotage de la Réforme des Médias (CPRM) ;

— Le Service de la Documentation et des Archives (SDA) ;

— Le Service des Relations Extérieures (SRE) ;

— La Cellule focale de Lutte contre le SIDA ;

— La Cellule Genre.

Art. 4. — L'Inspection générale (IG) est chargée :

— Du contrôle et de la vérification des services, du suivi et de l'évaluation des activités des structures du ministère de la Communication ;

— De la conduite, sur instructions du ministre, de toutes réflexions ou actions liées à la politique du ministère et relevant de sa compétence.

L'Inspection générale est dirigée par un inspecteur général nommé par décret pris en Conseil des ministres, assisté de trois inspecteurs techniques nommés par arrêté du ministre.

Art. 5. — Le Service de la Communication publicitaire (SCP) est chargé de l'organisation, du contrôle et de la régulation de l'activité publicitaire sur le territoire national.

Le chef de Service de la Communication publicitaire a rang de directeur d'Administration centrale, nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il est assisté de trois chefs de

Division ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale et sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 6. — Le Service de la Communication publique et institutionnelle (SCPI) est chargé :

- Du suivi et de la coordination des actions gouvernementales en matière de communication en liaison avec les services compétents dans les autres départements ministériels ;
- De la conception et de la réalisation des actions de communication du ministère ;
- De la promotion des activités du ministère ;
- De la coordination des actions de communication de masse des autres ministères.

Le chef de Service de la Communication publique et institutionnelle a rang de directeur d'Administration centrale, nommé par décret en Conseil des ministres. Il est assisté de trois chefs de Division ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale et sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 7. — L'Observatoire d'Analyse de l'Opinion est chargé :

- De mener ou de faire mener des études conduisant à la connaissance des préoccupations et des attentes des citoyens ;
- D'évaluer le niveau de connaissance et d'appréciation des actions du Gouvernement et d'aider à une meilleure prise de décision ;
- De faire connaître la perception que les citoyens ont des gouvernants.

L'Observatoire d'Analyse de l'Opinion est dirigé par un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres, avec rang de directeur d'Administration centrale.

Il est assisté de trois chefs de Division ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale et sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 8. — La Cellule de Pilotage de la Réforme des Médias (CPRM) est chargée :

- De mener et d'approfondir la réflexion sur la libéralisation des médias audiovisuels ;
- D'assurer l'évaluation périodique des réformes engagées dans le secteur de la communication ;
- D'anticiper les choix stratégiques adaptables à l'évolution du monde de la Communication.

Le chef de la Cellule de Pilotage de la Réforme des Médias a rang de Conseiller technique de Cabinet et est nommé par arrêté du ministre.

Art. 9. — Le service de la Documentation et des Archives (SDA) est chargé de la gestion des archives, de la revue de presse et de la diffusion des documents.

A ce titre, ce service est chargé :

- De la collecte et du traitement de l'information ;
- De la diffusion des documents ;
- De la gestion et de la sauvegarde des archives ;
- De la revue de presse, de l'écoute et de l'analyse des bulletins d'information ainsi que des émissions radiodiffusées et télévisées présentant un intérêt pour l'action Gouvernementale.

Le chef de Service de la Documentation et des Archives a rang de sous-directeur d'Administration centrale et est nommé par arrêté du ministre.

Art. 10. — Le Service des Relations extérieures (SRE) est chargé :

- De gérer les relations quotidiennes avec la presse étrangère ;
- De gérer toutes les questions relatives à l'accréditation des journalistes ;
- De faire diffuser et insérer tout message auprès des organes de Presse.

Le chef de Service des Relations extérieures a rang de sous-directeur d'Administration centrale et est nommé par arrêté du ministre.

CHAPITRE 3

Les directions centrales

Art. 11. — Les directions centrales sont au nombre de quatre :

- La direction de la Communication et du Multimédia (DCOM) ;
- La direction de la Coopération et de la Réglementation (DCR) ;
- La direction de la Formation et du Perfectionnement (DFP) ;
- La direction des Affaires administratives et financières (DAAF).

Elles sont dirigées par des directeurs nommés par décrets pris en Conseil des ministres. Les directeurs sont assistés par des sous-directeurs nommés par arrêtés du ministre.

Art. 12. — La direction de la Communication et du Multimédia (DCOM) a pour missions :

- D'exécuter la politique générale de Communication du ministère ;
- D'œuvrer au développement des radios rurales et leur suivi ;
- D'aider au suivi des marchés de droits audiovisuels.

Elle comprend trois sous-directions :

- La sous-direction des Médias ;
- La sous-direction des Etudes et Projets ;
- La sous-direction de la Communication communautaire.

Chaque sous-direction est dirigée par un sous-directeur nommé par arrêté du ministre.

Art. 13. — La direction de la Coopération et de la Réglementation (DCR) a pour missions :

- De participer aux négociations africaines et internationales touchant à la réglementation ou à la régulation des médias et des services de la société de l'information ;
- De veiller au respect des engagements internationaux de la Côte d'Ivoire en matière de communication ;
- D'établir et de suivre les Accords bilatéraux ou multilatéraux avec des partenaires nationaux ou internationaux ;
- De définir et de contrôler la réglementation de la Communication ;
- De contribuer à la préparation de la Législation et de la Réglementation concernant les services de la Société de l'Information, et de suivre les négociations relatives aux professions du secteur des médias ;

— D'élaborer les projets de loi et de décret relatifs à la Communication et de concourir à l'application de la réglementation ;

— De suivre l'activité des organismes du secteur de la Communication soumis à un statut particulier ;

— D'examiner les marchés des médias, l'activité des entreprises et groupes de publicité, notamment au regard du Droit de la concurrence.

Elle comprend trois sous-directions :

— La sous-direction de la Coopération internationale ;

— La sous-direction de la Réglementation ;

— La sous-direction de l'Ouverture à la Concurrence.

Chaque sous-direction est dirigée par un sous-directeur nommé par arrêté du ministre de la Communication.

Art. 14. — La direction de la Formation et du Perfectionnement (DFP) est chargée :

— De définir la politique générale de la formation professionnelle initiale et continue des cadres et techniciens de la Communication au niveau national ;

— De suivre la formation et l'encadrement des journalistes et personnels des médias ;

— De participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique d'éducation et de formation professionnelle dans le domaine des médias et de la société de l'information ;

— De Contrôler, suivre et renforcer les moyens des structures d'encadrement et de formation.

Elle comprend deux sous-directions :

— La sous-direction de la Politique de Formation ;

— La sous-direction des Stages et de l'Evaluation de Formation.

Chaque sous-direction est dirigée par un sous-directeur nommé par arrêté du ministre de la Communication.

Art. 15. — La direction des Affaires administratives et financières (DAAF) a pour missions :

— La gestion des Ressources humaines du ministère ;

— L'élaboration et l'exécution du budget du ministère ;

— Le financement des opérations du ministère ;

— L'équipement global des services en matériel.

Elle comprend trois sous-directions :

— La sous-direction des Ressources humaines ;

— La sous-direction du Budget et de la Comptabilité ;

— La sous-direction de l'Equipement et du Matériel.

Chaque sous-direction est dirigée par un sous-directeur nommé par arrêté du ministre.

CHAPITRE 4

Les Commissions et Conseils spécialisés

Art. 16. Les Commissions et Conseils spécialisés, structures consultatives et de régulation placées sous la tutelle du ministère sont :

— Le Conseil national de la Presse (CNP) ;

— Le Conseil national de la Communication audiovisuelle (CNCA) ;

— La Commission paritaire d'Attribution de la Carte d'Identité de Journaliste professionnel et de Professionnel de la Communication (CIJP) ;

— Le Conseil supérieur de la Publicité (CSP) ;

— Le Fonds de Soutien et de Développement de la Presse (FSDP).

Art. 17. — Le Conseil national de la Presse (CNP) est chargé :

— De l'organisation de la Presse écrite ;

— Du contrôle de la Presse écrite.

Art. 18. — Le Conseil national de la Communication audiovisuelle (CNCA) est chargé :

— De l'organisation de l'espace audiovisuel ;

— Du contrôle de la communication audiovisuelle.

Art. 19. — La Commission paritaire d'Attribution de la Carte d'Identité de Journaliste et de Professionnel de la Communication est chargée :

— De l'attribution de la Carte d'Identité de Journaliste professionnel et de Professionnel de la Communication ;

— Et du retrait de la Carte d'Identité de Journaliste professionnel et de Professionnel de la Communication.

Art. 20. — Le Conseil supérieur de la Publicité (CSP) est chargé :

— De la réglementation des professions publicitaires en Côte d'Ivoire ;

— De la rédaction et de l'actualisation du Code de Déontologie de la publicité.

Art. 21. — Le Fonds de Soutien et de Développement de la Presse (FSDP) a pour mission de faciliter par ses concours, la mise en œuvre des interventions structurelles de développement du secteur de la Presse et de l'audiovisuel afin d'assurer aux entreprises des secteurs concernés, l'égalité et la libre concurrence dans le cadre de la mission d'intérêt général de la Presse. Créé par la loi n° 2004-643 du 14 décembre 2004 portant Régime juridique de la Presse en son article 102, le FDSP sera mis en application par décret pris en Conseil des ministres.

CHAPITRE V

Les établissements et organismes sous tutelle

Art. 22. — Le ministère de la Communication exerce la tutelle et le contrôle technique sur les établissements dont la mission entre dans le cadre de ses attributions conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Ces établissements sont au nombre de cinq :

— L'Agence ivoirienne de Presse (AIP) ;

— L'Institut des Sciences et Techniques de la Communication (ISTC) ;

— La Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) ;

— La Société Nouvelle de Presse et d'Édition de la Côte d'Ivoire (SNPECI) ;

— L'Agence ivoirienne de Communication extérieure (AICE).

Elle est chargée :

* De coordonner toutes les actions de promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur ;

* De contribuer à la coordination et à l'harmonisation des politiques de communication des représentants diplomatiques de la Côte d'Ivoire à l'Extérieur ;

* De développer les relations avec la Presse internationale.

CHAPITRE 6

Dispositions finales

Art. 23. — Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2006-73 du 3 mai 2006.

Art. 24. — Le ministre de la Communication est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 13 juin 2007.

Laurent GBAGBO.

ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 555 INT. DGAT. DAG. SDVA. du 5 octobre 2007 de M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

ECOLE POUR TOUS

Siège : Abidjan-Riviera Palmeraie, Villa n° 806 ;

Objet : L'association dénommée : « Ecole pour tous » a pour objets :

- De partager les informations dans le secteur de l'éducation ;
- De mobiliser les moyens pour appuyer la communauté scolaire et universitaire.

Le président : SEKOU Touré.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 410 MEMID. DGAT. DAG. SDVAC. du 8 août 2002 de M. le Ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

ONG ACTION SANITAIRE RURALE (ASRU)

Siège : B.P. 1905 Yamoussoukro ;

Objet : L'association dénommée : « ONG Action sanitaire rurale (ASRU) » a pour objets :

- D'apporter des soins de Santé primaire ;
- De prendre en charge les malades du SIDA ;
- De susciter la création d'infrastructures sanitaires ;
- D'assainir le milieu rural en Information, Education et Communication (I.E.C.) ;
- De participer aux campagnes de vaccination ;
- De lutter contre la pauvreté ;
- D'assister les personnes en situation de détresse ;

- De susciter et développer l'esprit de fraternité et de solidarité entre les hommes ;
- D'aider de façon active et efficace les populations démunies ;
- D'assurer leur formation dans le domaine sanitaire.

Le président :

YAO Kouamé Adolphe.

RECEPISSE DE MODIFICATION

Suivant récépissé de modification n° 610 INT. DGAT. DAG. SDVA. du 8 octobre 2007, M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, suite à la demande de modification présentée par l'association, donne par le présent récépissé, le récépissé de modification de l'organe dirigeant de l'association dénommée : « Comité d'Assistance médicale et de Sécurité routière (C.A.M.E.S.) », aux personnes ci-dessous désignées :

Président

M. YAO René Kouakou.

Secrétaire général

M. DICO Amadou.

Trésorier général

M. Gaston Gueye AHOUA.

Désiré TAGRO.

ATTESTATION n° 432 MINAGRI. /DGDR./DOPA. portant Agrément provisoire de la Coopérative pour le développement agricole du Département de Danané (ABS), filière : Café - Cacao

LE DIRECTEUR DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives en son article 28 ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-71 du 26 avril 2006 portant organisation du ministère de l'Agriculture ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718/MINAGRA./MID. du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'Agrément des coopératives ;

Vu l'arrêté n° 06/CAB./MINAGRI. du 27 janvier 2005 portant autorisation accordée à titre exceptionnel à la DOPA pour signer les attestations d'agréments de coopératives des régions et départements n'ayant pas connu le redéploiement de l'Administration ;

Vu l'avis favorable après analyse du dossier par les services techniques de la DOPA,

ATTESTE :

Article premier. — Le Groupement agricole dénommé : Coopérative pour le développement agricole du Département de Danané (ABS), B.P. 119 Danané, ayant son siège social à Danané, Région des Montagnes, est agréé provisoirement en qualité de coopérative agricole sous le numéro 432/MINAGRI/DGDR/DOPA du 22 janvier 2008.

Art. 2. — Cette coopérative a pour objet : la production, la collecte, le stockage et la commercialisation du café et du cacao.

Art. 3. — La présente attestation prend effet à compter de la date de sa signature.